

Ordonnance*du 4 décembre 2018*

Entrée en vigueur :

01.01.2019

**modifiant le règlement d'exécution de la loi
sur l'aménagement du territoire et les constructions**

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC);

Sur la proposition de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions,

*Arrête :***Art. 1**

Le règlement du 1^{er} décembre 2009 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.11) est modifié comme il suit :

Art. 14a (nouveau) Procédure particulière pour les fiches
de projet

¹ La modification du plan directeur visant à créer ou à modifier une fiche relative à un projet ayant des incidences importantes sur le territoire et l'environnement (art. 8 al. 2 de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire) fait l'objet d'une consultation publique pendant un délai d'un mois annoncé dans la Feuille officielle. Le projet de modification est déposé auprès du SeCA [*Service des constructions et de l'aménagement*], des préfectures et des communes concernées.

² Pendant le délai de consultation, les communes et les instances régionales concernées par le projet, les communes limitrophes et les milieux intéressés peuvent adresser à la Direction [*de l'aménagement, de l'environnement et des constructions*], par écrit, des observations et des propositions motivées. Les articles 12 et 13 sont applicables par analogie.

³ Les nouvelles fiches de projet au sens de l'alinéa 1 font l'objet d'un rapport présenté au Grand Conseil, à titre consultatif.

⁴ Si l'élaboration d'une nouvelle fiche relative à un projet au sens de l'alinéa 1 implique une modification des objectifs ou des principes fixés dans le plan directeur cantonal, elle suit la procédure ordinaire prévue aux articles 10 à 14.

Art. 51a al. 3 let. b

[³ Dès ce moment, les montants nouvellement affectés au Fonds [*cantonal de la plus-value*] sont répartis à raison de:]

- b) 20 % pour le financement des plans directeurs régionaux ou de leur révision, des projets d'agglomération ainsi que des études au sens de l'article 113c al. 2 let. b LATeC;

Art. 51e al. 1, phr. intr. et let. a

¹ Peuvent être financés par le Fonds :

- a) les objets mentionnés à l'article 113c al. 2 let. b LATeC, jusqu'à 30 % des frais engagés mais à concurrence de 300 000 francs pour les projets d'agglomération, de 150 000 francs pour les plans directeurs régionaux ou leur révision et de 50 000 francs pour les autres études régionales et communales;

Art. 2

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Le Président :

G. GODEL

La Chancelière :

D. GAGNAUX-MOREL